

Quelle: Front National

<http://www.frontnational.com/le-projet-de-marine-le-pen/>
abgerufen 30.5.14

Hervorhebungen in Blau durch G. Mair

Europe

Une Europe au service des peuples libres

L'Union Européenne, conclue à l'origine entre des pays de civilisations voisines, de niveaux de développement économique et social comparables, fondée sur le principe de la préférence communautaire est aujourd'hui totalement dévoyée de ses finalités.

Les résultats sont connus : ouverture des frontières induisant délocalisations, chômage, dictature des marchés, destruction des services publics, précarité, pauvreté, immigration massive. Mise en place d'un Super-Etat, avec sa Constitution, ses frontières indéfinies **où l'on voudrait faire adhérer la Turquie**, son idéologie ultra libérale et mondialiste, son ivresse de compétences nouvelles.

L'Europe sans les peuples

La construction européenne a souffert dès sa naissance « d'un déficit démocratique ». Dans le but initial de la mettre à l'abri de tout aléa politique pour dégager un intérêt commun européen, **la Commission, organe non élu, procure aux technocrates des pouvoirs considérables ainsi que le monopole de l'initiative législative.** 80 % au moins des lois et règlements nationaux d'importance ne sont que la transposition de ses normes et directives. Le même despotisme éclairé est appliqué à la Banque Centrale Européenne, dont les décisions monétaires s'imposent aux pays de la zone euro, qui sont devenus, au mieux, unijambistes en matière de politique économique.

L'élection des députés européens au suffrage universel n'a que très faiblement pallié ce manque de démocratie. **Ce parlement reste, face à la Commission, doté de faibles pouvoirs.** Le traité de Lisbonne a bien créé un droit de pétition à la condition de rassembler un million de signatures, mais la Commission dispose du droit discrétionnaire de prendre ou non en compte leur requête...

L'Europe contre les peuples

La CECA a tué *in fine* la sidérurgie européenne. La politique agricole commune (PAC) a marginalisé l'agriculture européenne. **L'euro et l'ouverture des frontières à une concurrence déloyale ont détruit des millions d'emplois industriels, spécialement en France.** La BCE a un objectif de lutte contre l'inflation, mais aucun objectif de plein emploi. Dès lors, les gouvernements ont tenté vainement de maintenir le niveau de vie en ayant recours à un endettement massif.

Mais l'interdiction faite aux Etats de se financer auprès de leurs banques centrales a rendu cet endettement coûteux. En France, la charge de la dette sera comparable cette année au budget de l'éducation nationale. **La BCE n'a pas le droit de prêter aux Etats, mais elle prête, à un taux dérisoire, aux banques, qui reprêtent, beaucoup plus cher, aux Etats!**

L'Union européenne, asservie par sa dette et par l'euro, est un instrument au service d'une idéologie ultra-libérale mondialiste et des intérêts du secteur financier. Celui-ci voit la crise comme une formidable occasion de poursuivre à marches forcées la dissolution des nations dans un fédéralisme qui remettra entre les mains d'experts non élus le destin des peuples et donnera aux institutions des ressources suffisantes pour mettre en place un clientélisme.

Alors que les vices de l'euro avaient été dénoncés et son échec annoncé dès avant sa naissance non seulement par le Front National mais par les meilleurs économistes, dont les Prix Nobel Milton Friedman et Maurice Allais, les européistes pensent tirer prétexte de cet échec, qui est leur échec, pour une intégration économique et budgétaire de la zone euro : **comme toujours, l'échec d'une politique européenne doit être traité par plus de fédéralisme européen**, comme les médecins de Molière traitaient l'anémie de leurs patients par une bonne saignée...

Ces élites sont prêtes à jeter en pâture de nouvelles victimes au nouveau Minotaure, à commencer par le peuple grec, pour sauver l'euro jusqu'au dernier grec vivant. Elles tentent d'empêcher tout débat sur le sujet. **Mais la zone euro a la croissance la plus faible et le chômage le plus élevé du monde !** Les récessions y sont plus précoces et plus longues. Les milliards brûlés pour éteindre l'incendie grec ne font qu'en alimenter le feu dès lors que la récession entretenue par une monnaie beaucoup trop forte pour son économie la plonge dans une spirale mortelle.

L'Europe a perdu son semblant de légitimité démocratique, lorsque trois peuples ont voté contre le projet de Constitution européenne sans qu'aucune conséquence n'en ait été tirée. Le peuple français a voté contre à 55 % avec une participation de 70% et le peuple néerlandais a voté contre à 62% avec une participation de 65%. Ces deux peuples se sont vus imposés le Traité de Lisbonne par voie parlementaire. Quant au peuple irlandais, il a rejeté en 2008 le traité de Lisbonne, et s'est vu prié de revoter en 2009, sous la menace d'être privé de tout soutien européen au moment où les banques irlandaises avaient plongé le pays au cœur de la crise financière.

La France est un des pays les plus pénalisés par cette Union européenne

La France ne bénéficie pas, comme le Royaume-Uni depuis 1985, d'une réduction de sa contribution au budget de l'UE. Elle est même le pays qui supporte la partie la plus importante du surcoût entraîné par ce régime de faveur accordé au Royaume-Uni (l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède ayant obtenu la réduction de leur contribution à ce surcoût). Elle ne bénéficie ni des réductions forfaitaires de la contribution assise sur le revenu national (obtenues par la Suède et les Pays-Bas), ni des réductions de la contribution sur la TVA accordée à l'Allemagne, à l'Autriche, aux Pays-Bas et à la Suède.

La France est le deuxième contributeur net au budget de l'Union européenne, juste derrière l'Allemagne. Mais, contrairement à cette dernière, elle ne bénéficie pas du marché intérieur et de l'euro.

La France a été pénalisée par la politique monétaire européenne : d'abord depuis 1983 par la surévaluation du franc maintenue par des taux d'intérêt trop élevés, entraînant la perte de centaines de milliers d'emplois ; puis par l'euro, le franc ayant été surévalué par rapport au mark lors de la fixation des parités de conversion. **Depuis l'introduction de l'euro, l'Allemagne est le seul pays de la zone à avoir amélioré le solde de son commerce**

extérieur. Les balances commerciales de la France et de l'Italie, excédentaires jusque là, sont désormais déficitaires.

La France est pénalisée par l'ouverture totale des frontières, instaurée par les accords de Schengen, compte tenu de sa démographie (qui ne justifie pas une immigration massive) et de son système de protection sociale (qui joue le rôle de pompe aspirante).

Aujourd'hui, la crise finale de l'euro a largement commencé. Elle a déjà ruiné la Grèce et le Portugal, et menace sérieusement l'Italie, l'Espagne et la Belgique.

La France doit préparer, avec ses partenaires européens, le retour aux monnaies nationales, qui permettra d'effectuer des dévaluations compétitives. Le couple franco-allemand peut jouer un rôle moteur pour sortir du marasme.

POSITIONS

Dans le cadre de l'article 50 du Traité de l'Union Européenne, il convient d'initier une **renégociation des traités afin de rompre avec la construction européenne dogmatique en total échec.** Il faut désormais jeter les bases d'une Europe respectueuse des souverainetés populaires, des identités nationales, des langues et des cultures, et qui soit réellement au service des peuples par des actions concrètes.

Un ministère des Souverainetés coordonnera la renégociation des Traités et la **restauration de notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu.**

Aux termes de ce processus, il faudra :

- que la France retrouve la maîtrise de ses frontières, de préférence au sein **d'une association libre d'Etats européens partageant la même vision et les mêmes intérêts sur des sujets tels que l'immigration ou les règles devant régir les échanges extérieurs et la circulation des capitaux ;**
- que la France rétablisse la primauté du droit national sur le droit européen ;
- que la France retrouve la maîtrise de sa monnaie et de sa politique monétaire ;
- **que vienne la période des grands projets européens innovants, au service des peuples,** bâtis à partir de partenariats volontaires, comme l'ont été Ariane ou Airbus décidés, faut-il le rappeler, en dehors des institutions communautaires ;
- que la contribution nette de la France au budget européen soit nulle, afin de dégager des marges pour le soutien notamment de notre agriculture.

Nous ramènerons ainsi à leur juste place les utiles coopérations européennes : de projet, de concertation, mais en nous affranchissant de la tutelle du Super-Etat eurocratique qui, depuis Bruxelles et Francfort, prétend régir tous les aspects de la vie politique, financière, économique, sociale et culturelle de 450 millions d'Européens.